

Les écoles rurales et les transformations socio-économiques: contextes et perspectives

Danièle Périsset et Edmund Steiner

Un monde en mouvement

Les transformations sociales et économiques en cours depuis les années 1970 font sentir leurs effets partout, jusque dans les régions rurales que l'on croyait, jusque-là, protégées par leur situation géographique, leur culture, leurs traditions. Aucune zone n'y échappe. Les effets cependant ne sont pas partout les mêmes et une augmentation des disparités est même constatée. Ainsi, les écarts entre métropoles et régions rurales se creusent (Michelet, 2008). Les attentes politiques et économiques, exprimées notamment dans le document de l'OCDE publié en 2006, sont claires: afin de contrer la dévitalisation naturelle des régions les plus touchées par ces bouleversements (déclin de l'emploi, de la démographie, des services et infrastructures de base notamment), un changement de paradigme dans les politiques rurales est nécessaire. Ce changement passe notamment par la redéfinition de *régions fonctionnelles*: «Les défis liés à la coordination des services publics, au développement de projets économiques communs ou à la gestion du territoire semblent dépendre de moins en moins d'une logique communale ou régionale telle que conçue par le passé, mais de plus en plus de régions fonctionnelles partageant un même cadre géographique et des problématiques similaires» (Michelet, 2008, p. 384).

Les études internationales effectuées ont mis en évidence certaines caractéristiques spécifiques à ces zones. Ainsi, les régions rurales sont confrontées à un certain nombre de problèmes qui contribuent à affaiblir leur performance économique et donc leur développement à long terme. Le rapport de l'OCDE (2006, p. 26) cite en particulier : 1) *l'exode rural et le vieillissement de la population*¹, alors que, pendant longtemps, du fait des familles nombreuses, les campagnes ont affiché un solde positif malgré les nombreux départs vers les zones urbaines de leurs jeunes habitants; 2) *le faible niveau d'instruction* (en général, le pourcentage de la population rurale ayant suivi des études supérieures reste plus faible que la moyenne nationale); 3) *la faible productivité moyenne de la main-d'œuvre*; 4) *l'insuffisance de services publics* étant donné les difficultés à mettre en place la

masse critique d'équipements, de services et d'infrastructures pour les entreprises existantes ou pour en attirer.

Cependant, les régions rurales ont des atouts que les responsables politiques ne peuvent plus négliger, notamment un potentiel économique² qui commence, localement, à être exploité et à produire des effets positifs. Dans ce domaine, les campagnes peuvent offrir un cadre naturel attrayant pour des citoyens attentifs à la qualité de leur vie et intéressés par les aménités rurales, non seulement pour leurs loisirs mais aussi pour s'y établir en famille tout en conservant leur emploi en ville et en faisant, chaque jour, le trajet. Ce n'est plus une utopie depuis plusieurs décennies et ceci en raison de l'amélioration des moyens de transport (infrastructures routières) et de communications (notamment par le développement des techniques de communication virtuelle). *Non urbain, campagne ou périphérie*, ainsi que l'interrogent Schuler, Perlik et Pasche (2004) pour la Suisse, l'espace rural s'est dissout dans l'espace des villes et de leurs alentours.

Ainsi, différencier «zone rurale» ou «milieu rural» tient à certaines particularités, telles que la densité démographique, les caractéristiques relatives à la structure économique, à l'emploi et à la distance pour y accéder (ce qui est «périphérique» ou ne l'est pas). La terminologie n'est certes pas uniforme et elle varie d'un pays à l'autre, ou selon l'utilisation qui en est faite. Cette plasticité de l'emploi des mots reflète bien l'hétérogénéité des zones rurales: être «en ville» ou «à la campagne» n'est plus clairement défini. On quitte l'un pour entrer en douceur dans l'autre en parcourant des espaces de transitions (Office fédéral du développement territorial (ARE), 2005). Par ailleurs, la population est inégalement répartie entre villes et campagnes. Par exemple, en Suisse, les régions rurales sont situées à la fois dans le Plateau Central et dans la région du Jura, dans les contreforts et au cœur des Alpes; en 2000, elles représentent 77% de la surface du pays tout en hébergeant seulement 26,7% de la population suisse.

Les habitudes des régions rurales ont aussi évolué. Les citoyens qui rejoignent les zones rurales aisément accessibles emportent avec eux des exigences spécifiques, liées notamment à la qualité des services publics. Mais ce souci de maintenir des services publics de qualité, dont une école de qualité, est aussi affiché afin de contenir l'exode rural et nécessite qu'une attention particulière y soit portée (voir la contribution de Michelet dans ce numéro thématique). Cette exigence rejoint une priorité qui dépasse les régions rurales.

Ainsi, l'offre en formation figure parmi les soucis prioritaires énoncés au niveau politique supranational (Keely, 2007; OCDE, 2001, 2007), mais aussi régional et local: conserver une école de qualité est un souci clairement exprimé par les responsables politiques au niveau régional et communal dans les régions concernées (voir à ce propos les articles de Alpe et de Périsset, Steiner et Ruppen).

L'école dans les régions rurales: des mutations à anticiper et à accompagner

Selon les normes en vigueur dans les nouveaux paradigmes politiques comme dans le domaine de l'éducation (Keely, 2007), il appartient aux acteurs de prendre leur destinée en mains et de proposer des solutions aux problèmes annoncés – telle la fermeture des classes, voire des écoles, dans les villages à la démographie par trop déclinante, mesure qui est particulièrement crainte en raison de la force du symbole que sont les écoles des villages.

Dans ce contexte de réflexion proactive que doivent mener les autorités politiques pour prévenir, plutôt que subir, une telle évolution, de nombreuses solutions sont possibles. Certains ont mis en place des systèmes d'enseignement à distance, d'autres ont privilégié l'horaire continu ou les classes à degrés multiples (dits aussi *cours multiples* ou *multi-âges*) (voir les contributions de Smitt et Humpert, de Sommer-Sutter et de Raggl). Mais pour mettre en place le «bon système», tout au moins celui qui est adapté aux conditions locales, il faut identifier correctement d'où viennent les pressions et bien mesurer les enjeux, les possibilités de développement et les chances de réussite dans un esprit créatif et entrepreneur réaliste.

Ainsi donc, si les politiques se sont saisis de la question, la recherche en éducation s'y est aussi penchée, soit pour accompagner les évolutions, soit pour les analyser. La question de la relation entre l'école et les régions rurales, qui est l'objet de ce numéro thématique, est bien d'actualité: signalons à ce propos la récente livraison de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres* (RIES, éditée par le Centre international d'études pédagogiques (CIEP) à Paris) qui a consacré en avril 2012³ un cahier thématique à la question de l'école rurale dans un contexte international avec la contribution d'experts issus de sept pays (Chine, Argentine, Burkina Faso, Tanzanie, Australie, Finlande et France).

Ce numéro thématique ajoute donc quelques éléments à ces données internationales. Les premières contributions synthétisent les enjeux sous-jacents aux politiques éducatives. Les contributions suivantes analysent quelques expériences pédagogiques novatrices dans de «petites écoles» de quelques régions des Alpes⁴ germanophones touchées par les problèmes liés aux transformations de leur économie et de leur tissu rural.

C'est ainsi que, pour nourrir le débat, les contributions s'articulent autour de deux axes:

1. *L'identification des contextes sociaux, économiques et politique qui conditionnent les transformations et les innovations au niveau scolaire des régions rurales;*
2. *Les réponses régionales, voire locales, qui sont données, dans le contexte scolaire, à ces transformations structurelles.*

Inscrits dans le *premier axe*, trois contributions (en français) posent le cadre et permettent de comprendre les *contextes et enjeux sociaux* qui vont peser de

tout leur poids sur les transformations et les innovations au niveau scolaire des régions rurales.

Le premier article, proposé par Yves Alpe, brosse un tableau international de la problématique de l'école rurale en s'attardant plus spécifiquement sur la situation française. Il appuie son propos sur les résultats d'une recherche longitudinale (1997-2007) réalisée avec un échantillon d'élèves de milieux ruraux français dans le cadre de l'Observatoire (français) de l'École Rurale. Après avoir questionné le système éducatif en zone rurale et dressé une histoire des «trois âges de l'école rurale française», l'auteur interroge les «effets-territoire» et rend notamment compte du débat sur les performances des élèves ruraux, sur les modalités de la socialisation scolaire en milieu rural et sur l'isolement et le «handicap culturel» dont souffriraient les élèves des zones rurales stigmatisées, autant de stéréotypes que le chercheur met à mal, démonstration à l'appui pour la France, pays dans lequel des mesures compensatoires permettent de réguler dans une mesure satisfaisante les disparités. Mais Alpe ne manque pas de préciser combien le problème reste entier dans les pays les plus pauvres où le système éducatif en zone rurale reste une voie d'accès essentielle à la formation, et donc à l'insertion sociale, et constitue souvent le principal lieu de rencontre et d'animation culturelle qu'il convient de soutenir et de défendre.

La seconde contribution de ce numéro thématique est écrite par Jaques Michelet, géographe. Il est certain que la question scolaire gagne à être envisagée à partir des problématiques économiques et sociales qui la sous-tendent. L'article de Michelet offre ainsi un cadre conceptuel fort utile pour comprendre les notions de *territoire*, de *cadres spatiaux et historiques*, utile pour appréhender quelques effets de la *globalisation*, de ses aspects politico-idéologiques comme le processus de *métropolisation*. L'explication des effets démographiques, du marché du travail, du phénomène des «pendulaires», des femmes au travail et la question du déficit relatif des formations tertiaires spécifiquement observées dans quelques régions de montagne montrent bien comment la problématique de l'organisation scolaire dans les régions périphériques constitue un phénomène systémique d'une complexité que le sens commun comme les représentations traditionnelles n'appréhendent pas toujours correctement. De fait, les facteurs géoéconomiques à eux seuls sont insuffisants à donner l'impulsion nécessaire aux changements. On se demande dès lors d'où peuvent provenir les moteurs des visions politiques locales plus progressistes: sont-elles dues à des pressions institutionnelles de la part des régions? Ou y aurait-il conjonction de facteurs endogènes et exogènes?

La troisième contribution prolonge celle de Jaques Michelet. Alors que ce dernier prend appui sur des données statistiques, Danièle Périsset, Edmund Steiner et Paul Ruppen interrogent les représentations sociales de deux catégories d'acteurs principalement concernés par la question scolaire: les parents d'élèves de villages alpins et les autorités politiques locales (présidents de communes) ou régionales (élus au niveau cantonal ou régional). Périsset, Steiner et Ruppen

ont dépouillé presque un millier de questionnaires et une quarantaine d'entretiens réalisés avec un large échantillon d'acteurs issus de 44 écoles volontaires des Grisons, du Vorarlberg et du Haut-Valais⁵. Ils ont tenté de cerner la signification que revêt l'école pour les parents ou pour les élus, pour leur communauté villageoise, dans leurs rapports avec leurs voisins, avec leur région. Ils ont tenté d'apprécier, d'après les représentations énoncées par des responsables politiques (s'ils se révèlent *conservateurs*, *pragmatiques* ou *visionnaires*), les chances d'accompagner, de freiner ou d'anticiper le plus sereinement possible les changements structurels en cours et la pérennité d'une école de qualité (pédagogique) dans les villages des vallées alpines étudiées.

Après cette première série d'articles consacrés à l'analyse de la diversité de l'environnement social et politique des écoles rurales, les trois contributions suivantes (en allemand) – issues du projet «Schule im alpinen Raum» (Müller, Keller, Kerle, Raggl & Steiner, 2011) – se penchent plus spécifiquement sur les aspects pédagogiques et didactiques développés par quelques écoles des Alpes, à savoir la question de l'enseignement dans les classes à degrés multiples et du développement des «petites écoles» (soit des unités d'enseignement accueillant moins de 100 élèves dans les classes de l'école primaire) ou «très petites écoles» (moins de 50 élèves).

La contribution d'Andrea Raggl analyse les caractéristiques de l'enseignement dans les classes à degrés multiples des «petites écoles». L'organisation en classes à degrés multiples, dans les zones rurales, relève de la nécessité de regrouper les élèves d'âges différents, peu nombreux, dans une même classe, afin de maintenir la classe au sein du village, à proximité de leur domicile. Dans cette contribution, l'auteure met en évidence l'importance qu'accordent les enseignants et les directeurs interrogés de 14 écoles des régions du Vorarlberg, des Grisons et du Valais aux avantages pédagogiques et aux possibilités de développement et d'innovation didactiques qu'offre ce modèle d'organisation scolaire particulièrement flexible. Raggl note cependant l'effort d'organisation qui est demandé aux enseignants. Sans verser dans l'idéalisation de ce mode d'organisation scolaire, elle propose en conclusion d'entreprendre d'autres études empiriques afin d'examiner la pertinence de l'éventuel transfert de ce type d'organisation et de regroupement en classes multi-âges pour renforcer l'efficacité des réformes actuelles.

Dans l'article suivant, Bigna Sommer-Sutter se penche sur la baisse des effectifs dans les «petites écoles» des zones rurales et sur les défis que cela pose. Que l'école traditionnelle doive évoluer est une donnée imposée par l'évolution sociale en général. Comment les «petites écoles» y parviennent-elles? Comment s'inscrivent-elles dans un processus de développement pour donner naissance à des solutions innovantes? C'est ce que Sommer-Sutter expose dans son article à partir de quatre études de cas. Les facteurs de succès qui se dégagent dans la littérature scientifique à propos du développement des écoles en général semblent aussi valables pour les écoles des régions alpines. L'importance de l'interaction entre le développement régional et celui de l'école est également relevée. Autre

point crucial mis en évidence ici: le sort des «petites écoles» tient pour beaucoup à la force des personnalités qui sont les moteurs de son développement (les présidents des commissions scolaires, les présidents de communes, les directeurs d'écoles, les enseignants, ...), comme il dépend de la place que lui réservent les instances supérieures lorsqu'elles définissent leurs stratégies politiques.

La dernière contribution à ce dossier thématique se penche également sur la question des classes à degrés multiples dans les régions rurales, mais, cette fois, en examinant le point de vue des parents. A partir des réponses données à un questionnaire, Robbert Smit et Winfried Humpert ont analysé ce que disent les parents sur les projets de développement scolaire et d'organisation en classes à degrés multiples. Les résultats montrent que la participation des parents joue un rôle important, lorsqu'il s'agit de favoriser une attitude positive à l'égard de projets comme celui de l'organisation de classes à degrés multiples. Cependant, les parents issus de l'enseignement supérieur et ceux qui ont une haute opinion de ce que doit être l'orientation pédagogique de l'école sont les plus critiques par rapport aux changements d'organisation des classes ou aux nouvelles modalités d'enseignement. Les deux auteurs discutent, en conclusion, quelques possibilités favorables à la participation des parents aux projets de développement scolaire.

In fine, il ressort des différentes contributions de ce numéro thématique, que, en raison de l'actualité de l'évolution des processus de mondialisation et de métropolisation, la question du développement d'une offre éducative de qualité va perdurer, notamment dans les régions rurales et alpines. Mais il faudra, pour ces régions précisément, compter sur leurs caractéristiques géographiques et économiques spécifiques, puisque leur diversité-même fait qu'il est impossible de parler de la ruralité et de sa problématique comme d'une entité homogène. Chaque région possédant ses propres caractéristiques et son propre développement économique (OCDE, 2006), ce sont des solutions adaptées qui devront être mises en place dans ces régions, également pour tout ce qui concerne la question scolaire.

La mise en évidence des problèmes posés par l'évolution des régions rurales ne doit cependant pas occulter le fait que le débat dont il est fait écho ici est d'intérêt général pour les sciences de l'éducation. Comme le rural se fond dans l'urbain et vice-versa, la grande diversité des écoles rurales, dont celles qui ont été analysées dans ce numéro thématique de la *Revue suisse des sciences de l'éducation*, et leur potentiel d'innovation pourrait offrir aux classes sises dans un environnement dit urbain des pistes pour un développement efficace à l'échelle de l'enfant et de sa famille.

Notes

- 1 Voir par exemple, pour la Suisse, l'étude régionale de Guindani et Bassand (1982); Commission nationale de l'UNESCO (1968).
- 2 Voir à ce propos le concept d'*économie résidentielle* et le rapport de Schubarth, Beer-Tóth et Bleuel (2009).
- 3 Voir sur le site de la CIEP <http://www.ciep.fr/ries/index.php>
- 4 À propos de la terminologie *Alpes, régions alpines, régions de montagne*, se référer à Steiner (2011).
- 5 Voir le projet de recherche «Schule im alpinen Raum» développé par les Hautes écoles pédagogiques du Vorarlberg (Autriche), des Grisons, de St-Gall et du Valais (Suisse) et la publication qui en est issue: Müller et al. (2011).

Bibliographie

- Commission nationale suisse de l'UNESCO. (1968). *Exode rural et dépeuplement de la montagne en Suisse*. Fribourg: Éditions Universitaires.
- Guindani, S. & Bassand, M. (1982). *Maldéveloppement régional et identité. Pour un développement endogène*. Lausanne: Presses Polytechniques Romandes.
- Keely, B. (2007). *Le capital humain. Comment le savoir détermine la vie. Les essentiels*. Paris: OCDE.
- Michelet, J. (2008). *Régionalisation et politique régionale dans les Alpes suisses. Quelles stratégies et quel avenir, perspectives valaisannes*. Thèse de doctorat (non publiée). Universités de Lausanne et Jean Fourrier, Grenoble. Consulté le 24 avril 2012 dans <http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00326886/fr/>
- Müller, R., Keller, A., Kerle, U., Raggl, A. et Steiner, E. (Éd.). (2011). *Schule im alpinen Raum*. Innsbruck: Studien Verlag.
- OCDE. (2001). *Du bien-être des nations. Le rôle du capital humain et social*. Paris: OCDE.
- OCDE. (2006). *Le nouveau paradigme rural. Politiques et gouvernances*. Paris: OCDE.
- OCDE. (2007). *Comprendre l'impact social de l'éducation*. Paris: OCDE.
- Office fédéral du développement territorial (ARE). (Éd.). (2005). *Politik des ländlichen Raumes. Werkstattbericht der Kerngruppe des Bundesnetzwerks Ländlicher Raum*. Berne: ARE.
- Schubarth, C., Beer-Tóth, K. & Bleuel, S. (2009). *We live here and we work here. Comment l'économie résidentielle peut contribuer aux activités destinées à l'exportation*. Berne: Confédération, SECO, RegioSuisse. Consulté le 24.6.2012 dans <http://www.regiosuisse.ch/download/spezialthemen/residential-economy/residential-economy.pdf>
- Schuler, M., Perlik, M. & Pasche, N. (2004). *Nicht-städtisch, rural oder peripher – wo steht der ländliche Raum heute?* Berne: ARE.
- Steiner, E. (2011). Glossar und Abkürzungen. In R. Müller, A. Keller, U. Kerle, A. Raggl & E. Steiner (Éd.), *Schule im alpinen Raum* (pp. 499-506). Innsbruck: Studienverlag.

